

ÉPILOGUE

Oublier de Gaulle

Paris, vendredi 20 décembre 1974. Nommé deux mois plus tôt ambassadeur des Etats-Unis à Paris, David Kenneth Rush, 65 ans, peut, l'esprit tranquille, partir dîner au Ritz avec ses collaborateurs. Après avoir suivi, sans en perdre un mot, l'entretien d'une heure accordé aux trois chaînes de télévision par Valéry Giscard d'Estaing sur la nouvelle politique étrangère de la France – le premier entièrement consacré à la question depuis son élection, en mai 1974 –, le diplomate en est certain : sauf crise internationale majeure, les trois ans qu'il doit passer sur les bords de la Seine pour son dernier poste diplomatique avant la retraite ne devraient pas mettre ses nerfs à trop rude épreuve. Il ne rentrera pas aux Etats-Unis avec un ulcère à l'estomac comme son prédécesseur John Irwin, arrivé à Paris en pleine crise franco-américaine sur le Proche-Orient et que Michel Jobert et Henry Kissinger avaient pris l'habitude de confondre avec un punching-ball... Cette fois, aucun doute, la France est rentrée dans le rang. Mieux : elle y a consenti sans même qu'on le lui demande !

Giscard ou la France « 1 % du monde »

Écoutons Valéry Giscard d'Estaing dresser ce soir-là, devant le journaliste Pierre Sabbagh, les grandes lignes de sa vision géopolitique : « Nous passons d'une civilisation de groupe à une civilisation mondialiste. La politique étrangère, c'est d'essayer de trouver des solutions qui permettent réellement de traiter les problèmes de l'espèce, la paix, la pollution, le développement, ainsi de suite... Ce qui fait que, nécessairement, la politique étrangère

de la France sera une politique mondialiste et de conciliation. A l'heure actuelle, la France n'a plus aucune revendication d'aucune sorte. Sa vocation, c'est d'aider à l'apparition d'un certain mondialisme des problèmes... C'est pourquoi on peut dire : "Vous êtes l'ami de tout le monde, vous êtes l'ami des Soviétiques, vous êtes l'ami des Américains..." Effectivement, notre rôle, c'est d'être un facteur de conciliation chaque fois que c'est possible... »

En quelques phrases, voici résumé tout le giscardisme : une méthode en place d'une politique ou, si l'on préfère, une conception exclusivement fonctionnelle de la politique qui, en dernière analyse, équivaut à nier sa fonction première, jamais démentie depuis Athènes : changer le monde. Avec le giscardisme, qui, de ce point de vue, annonce le mitterrandisme, c'est brusquement l'antithèse du gaullisme qui s'affirme et triomphe. Si la France se doit d'être partout présente, ce n'est plus, comme naguère, pour défendre ses intérêts – que de Gaulle, on l'a vu, ne séparait pas de ceux du tiers-monde au sens large – contre la « double hégémonie convenue » des deux supergrands, mais, au contraire, pour aider indistinctement l'URSS et les Etats-Unis à désamorcer les tensions.

Pour la première fois, le refus des rapports de force devient un axiome, et l'angélisme le mode d'expression privilégié de la France. Ainsi, Giscard ne croit pas que le condominium soviéto-américain, que de Gaulle n'avait cessé de briser, soit un danger pour la paix du monde. Mieux : il estime nécessaire d'enrôler la France à son service ! D'où le choix – par contraste avec un Maurice Couve de Murville ou un Michel Jobert – de ministres en phase avec la modestie des buts assignés à la France, qui, rappelle Giscard, ne représente jamais que « 1 % du monde ». Qu'attendre en effet d'un Louis de Guiringaud, ou même d'un Jean François-Poncet, si ce n'est « gérer l'imprévisible » selon la formule mise à la mode par le nouveau président de la République ? Gérer l'imprévisible : au nom de ce principe, quelle direction donner à la politique hors celle que semblent indiquer les événements ? Même *Le Monde*, naguère si prompt à dénoncer la politique de la « France seule » qui fut, à l'en croire, celle des deux précédents septennats, s'inquiète en une de l'absence de lisibilité du dessein giscardien. Avec le nouvel élu, résume André Fontaine le 26 octobre 1974, « l'intendance précède ». Et d'appliquer au chef de l'Etat cette formule tirée des *Faux-Monnayeurs* de Gide : « Il ne s'oublie jamais dans ce qu'il éprouve, de sorte qu'il n'éprouve jamais rien de grand. »

Dans le deuxième tome de ses Mémoires, Henry Kissinger salue, comme il se doit, ce retour à la normale. « La contribution de Giscard, écrit-il, consista à faire la part du symbolique et du réel. [...] N'ayant participé ni aux désastres des années 1930 et 1940, ni aux déconvenues de la guerre d'Algérie, il se sentait moins tenu que ses prédécesseurs de marquer des points en matière de prestige¹. »

Les conférences sur le désarmement, que ses prédécesseurs refusaient de cautionner parce qu'ils les tenaient pour un moyen de neutraliser le pouvoir d'équilibre des non-alignés ? Giscard promet d'y participer tôt ou tard, et l'annonce à Leonid Brejnev ! La coopération nucléaire franco-américaine interrompue en 1973 sous l'effet de la crise israélo-arabe ? C'est lui qui, d'emblée, se place en position de demandeur en réclamant sa reprise. Du coup, ce qu'obtiennent les Américains en échange de la poursuite de l'aide apportée à la recherche française est exorbitant. Vincent Jauvert, qui, le premier, a eu accès aux documents déclassifiés des présidences Carter (1977-1981), Reagan (1981-1989) et Bush père (1989-1993), a résumé dans *Le Nouvel Observateur* du 22 août 2010 la teneur de ces arrangements ultra-secrets qui, écrit-il, « écornent sérieusement l'héritage gaulliste ». C'est ainsi qu'en contrepartie des accords dits « Apollon » l'armée américaine « peut utiliser des bases militaires françaises pour ses entraînements » et même, dans certains cas, « des soldats français ». Mieux : « Entre l'Otan et Paris existe un "arrangement spécial" sur l'utilisation de l'arme nucléaire tactique en cas de guerre, arrangement peu conforme à la décision du général de Gaulle de retirer la France du commandement intégré de l'Alliance atlantique. »

Pour autant, ce retour incontestable dans l'orbite américaine n'empêche pas Giscard de vouloir jouer les utilités entre les deux grands, quitte, après l'invasion de l'Afghanistan par l'Armée rouge en 1979, à servir objectivement les intérêts soviétiques... au point de passer, peu avant l'élection présidentielle de 1981, pour le candidat du Kremlin ! En cause : son attitude, à tout le moins déconcertante, lors du sommet des pays industrialisés de Venise, en juin 1980, à l'occasion duquel il plaide contre une politique de sanctions à l'encontre de l'URSS. Est-ce cette mansuétude qui, deux mois avant le premier tour de 1981, lui vaut un satisfecit de la *Pravda* ? Le 13 mars, l'organe officiel du PCUS le décrit en effet comme un « homme politique prudent et de sang-froid, en particulier dans l'arène internationale », au

contraire de François Mitterrand, sujet à un inquiétant « glissement à droite* ».

Sautant sur l'occasion, le candidat socialiste transformera ce compliment en arrêt de mort électoral pour VGE en déclarant trois jours plus tard, lors d'une émission de télévision mémorable** : « Si je dois un jour négocier avec Moscou, moi je ne passerai pas sous la table. » Et de raconter, devant 10 millions de téléspectateurs, sa version du sommet de Venise de l'année précédente : « Et tout à coup, arrive un petit facteur, un petit télégraphiste : c'est M. Giscard d'Estaing. Il a une dépêche dans sa poche... Il dit : "Il ne faut rien décider parce que M. Brejnev vient de me faire savoir qu'il allait évacuer l'Afghanistan par petits bouts..." »

Ce jour-là, Mitterrand réussit un double investissement : en direction de l'électorat de droite, las de Giscard, qui s'apprête à voter Chirac au premier tour et dont l'abstention sera décisive, au second, pour provoquer la défaite du « petit télégraphiste*** », et vers les Etats-Unis, où Ronald Reagan s'inquiète infiniment de l'arrivée au pouvoir du gouvernement socialo-communiste promis, tout au long de sa campagne, par l'auteur du *Coup d'Etat permanent*.

Reagan félicite Mitterrand...

Pour rassurer le président républicain, entré à la Maison-Blanche cinq mois avant qu'il ne conquière lui-même l'Elysée, Mitterrand va lui offrir infiniment mieux que des promesses : les clés qui lui manquent pour déchiffrer sa politique intérieure. Au vice-

* Depuis la rupture du Programme commun, en 1977, la *Pravda* a pris l'habitude de tirer à boulets rouges sur François Mitterrand, dont la stratégie d'étouffement des communistes n'a pas échappé au gouvernement soviétique. De fait, celle-ci commencera à porter ses fruits dès l'année suivante, quand, aux législatives de mars 1978, les socialistes passeront, pour la première fois de leur histoire, devant le PCF.

** « Cartes sur table », Antenne 2, 16 mars 1981.

*** L'analyse des résultats de la présidentielle de 1981 montre clairement que la victoire de François Mitterrand est moins due à une mobilisation de la gauche qu'à une démobilisation de la droite, séquelle du divorce Giscard-Chirac et de la déception que le président sortant a suscitée chez ses électeurs de 1974. Au premier tour, en effet, le total des voix de droite dépasse de 720 000 celui des voix de gauche. Au second, cette avance s'est transformée, pour Giscard, en 1 million de voix de retard !

président George Bush, dépêché le 24 juin à Paris pour dire au chef de l'Etat français tout le mal que pense Washington de la présence au gouvernement de quatre ministres issus du PCF, le nouvel élu explique ainsi que son but ultime est d'étouffer ce dernier. « Avoir des ministres communistes leur fait perdre leur originalité, explique Mitterrand à Bush pour qu'il le répète à Reagan. Ils vont rester longtemps, se cramponnant à leurs postes, et leur érosion sera grande². » Mieux : il s'engage à ne leur communiquer aucune information stratégique, comme par exemple le circuit d'approvisionnement des gazoducs de l'Otan ou les plans de mobilisation de la SNCF en cas de guerre*. Puis le vice-président américain rencontre le nouveau Premier ministre, Pierre Mauroy, qui se lance dans un cours de sociologie politique dont la justesse le dispute au cynisme : « Ici, il reste dans l'esprit de chacun une sédimentation des siècles passés rappelant les différences de condition entre les seigneurs et les serfs, entre ceux du château et ceux d'en bas. Ces souvenirs immémoriaux ont contribué à la défaite de nos prédécesseurs. Si actuellement nous laissons les communistes complètement en dehors du gouvernement, petit à petit, on nous assimilera à ceux du château et les communistes connaîtront un regain d'influence dans le pays³... » Morale de la fable, reçue cinq sur cinq par l'Américain : pour tuer le PCF, embourgeoisons-le !

En juillet 1981, en marge du sommet d'Ottawa, Mitterrand prouve encore sa bonne volonté en livrant à la CIA les informations qu'un agent du KGB « retourné » par la DGSE – le désormais célèbre « Farewell** » – livre depuis dix-huit mois aux services français.

Voilà qui fait merveille auprès de Reagan, qui félicite Mitterrand d'avoir élucidé la « plus grande affaire d'espionnage du

* Nommés aux Transports (Charles Fiterman), à la Fonction publique (Anicet Le Pors), à la Santé (Jack Ralite) et à la Formation professionnelle (Marcel Rigout), les quatre ministres communistes ne participent à aucun Conseil restreint portant sur la défense ou la politique étrangère.

** De son vrai nom Vladimir Vetrov, « Farewell » était un lieutenant-colonel du KGB qui, à partir de 1980, et pour des raisons non encore complètement élucidées, se mit à transmettre à la DST des documents hautement confidentiels sur l'espionnage industriel soviétique en Europe et aux Etats-Unis. Grâce à lui, 170 agents furent identifiés à travers le monde, dont 47 diplomates en poste en France, que Mitterrand fit expulser en avril 1983. Pour l'historien Marc Ferro, cet épisode, particulièrement humiliant pour l'URSS, constitua un signal majeur dans l'annonce de sa chute, huit années plus tard.

xx^e siècle »* et lui accorde ce qui eût paru inimaginable sous de Gaulle et Pompidou : la mise à disposition du centre d'essais nucléaires américains du Nevada pour tester les nouveaux missiles français M4 à têtes thermonucléaires, mis au point dans le cadre du programme Apollon. Illustration du principe « qui paye commande » : quand, fin 1981, François Mitterrand s'avise de vendre des armes au gouvernement sandiniste du Nicaragua, la Maison-Blanche lui fait savoir que s'il poursuit dans cette voie, le programme sera annulé... Et la Défense française bien handicapée ! Pris à la gorge, le chef de l'Etat ne peut que céder. Certes à sa manière, puisqu'il refuse d'annuler le contrat d'armement pour ne pas ruiner la parole de la France... Mais en s'engageant tout de même à avertir le gouvernement américain des lieux et dates des prochaines livraisons, ce qui revient à lui donner toute licence pour les intercepter !

... qui s'engage dans la première guerre du Golfe

Moins de dix ans plus tard, François Mitterrand n'hésitera pas davantage à prêter main-forte aux Etats-Unis contre l'Irak, et à placer l'armée française sous le commandement suprême du chef d'état-major américain, le général Colin Powell, et du commandant en chef de l'opération *Tempête du désert*, Norman Schwarzkopf – situation inédite depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette soumission à ce qu'on commence à nommer le « nouvel ordre mondial » – par référence aux mots employés par le président américain George Bush lors de son discours au Congrès du 11 septembre 1990 – est d'autant plus symbolique que, avec cette intervention, les Etats-Unis, profitant de l'effondrement de l'URSS, s'affirment en effet comme l'unique « hyperpuissance » planétaire, selon le mot imposé depuis par Hubert Védrine.

Relisons ce qu'a dit le président américain à la tribune du Congrès au lendemain de l'invasion du Koweït par l'armée de Saddam Hussein :

De cette période difficile [...] *un nouvel ordre mondial peut voir le jour* [souligné par nous] : une nouvelle ère, moins menacée par

* En fait, c'est sous Valéry Giscard d'Estaing que l'affaire fut traitée, *via* le patron de la DST de l'époque, Marcel Chalet, même si c'est son successeur, Yves Bonnet, qui eut la charge de la conclure.

la terreur, plus forte dans la recherche de la justice et plus sûre dans la quête de la paix. Une ère où tous les pays du monde, qu'ils soient à l'Est ou à l'Ouest, au Nord ou au Sud, peuvent prospérer et vivre en harmonie. [...] Les autres dirigeants d'Europe, ceux du Golfe et d'autres parties du monde comprennent que la façon dont nous résoudrons cette crise aujourd'hui pourrait façonner l'avenir des générations futures. [...]

Les Etats-Unis et le monde doivent défendre leurs intérêts communs vitaux. Et ils le feront. Les Etats-Unis et le monde doivent soutenir la primauté du droit. Et ils le feront. Les Etats-Unis et le monde doivent se dresser contre l'agression. Et ils le feront [...]. Les récents événements ont montré qu'il *n'existe pas de substitut au leadership américain* [souligné par nous]. Face à la tyrannie, que personne ne doute de la crédibilité et du sérieux des Etats-Unis. Que personne ne doute de notre détermination⁴...

Pourquoi François Mitterrand, qui au printemps 1986 encore avait refusé tout net à Ronald Reagan le survol du territoire français que celui-ci réclamait pour aller frapper la Libye de Kadhafi, accusée d'avoir commandité un attentat contre des soldats américains*, se laisse-t-il cette fois enrôler si facilement dans une opération ouvertement destinée à remodeler le Moyen-Orient selon une logique aux antipodes de la doctrine française** ? A cette question, les archives disponibles ne permettent pas de répondre. Seule chose certaine : la France, qui au début du conflit avait tenté de jouer les médiateurs entre l'Irak et les Etats-Unis selon une méthode qui aurait pu être celle de De Gaulle ou de Pompidou, a brusquement rallié le camp américain alors qu'elle était en passe d'arracher un compromis qui eût évité des dizaines de milliers de morts⁵.

* Dans la nuit du 5 au 6 avril 1986, une bombe explose dans une discothèque de Berlin-Ouest fréquentée par les GI, dont trois trouvent la mort, tandis qu'une cinquantaine d'autres sont blessés. Aussitôt, les Américains, qui disent avoir intercepté un message en provenance de Libye, ciblent la responsabilité de Kadhafi, qu'ils désignent comme un agent de Moscou. Dix jours plus tard, Tripoli est bombardée par l'aviation américaine, qui tue une soixantaine de personnes et blesse 2 000 civils.

** Alors que la France a toujours considéré que la stabilité du Moyen-Orient dépendait de rapports de force équilibrés entre les Etats-nations de la région - Israël compris -, la politique américaine s'est engagée, depuis le second mandat Reagan (1984-1988), et spécialement depuis son successeur George Bush père (1989-1993), en faveur d'une balkanisation des structures politiques existantes, conformément à la doctrine des néoconservateurs Bernard Lewis et Richard Perle, qui inspireront la deuxième guerre du Golfe déclenchée par George Bush Jr (2001-2009).

Après cet épisode, en tout cas, le président socialiste se gardera de s'opposer tant soit peu aux desseins américains.

... et capitule sur le GATT

En mai 1992, il laisse ainsi le gouvernement de Pierre Bérégovoy négocier avec la Commission de Bruxelles une réforme de la Politique agricole commune qui place l'Europe en position de faiblesse face à la principale exigence américaine : le démantèlement définitif du Tarif extérieur commun, ultime rempart hérité du traité de Rome qui, malgré ses abaissements successifs, faisait encore de la Communauté européenne une zone de libre-échange interne relativement protégée de l'extérieur. Telle est alors la condition *sine qua non* posée par Washington pour signer, l'année suivante, le dernier accord de l'Uruguay Round au terme duquel le GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) se transformera en Organisation mondiale du commerce (l'actuelle OMC). Faute de quoi les Etats-Unis frapperont d'une surtaxe de 200 % une liste significative d'importations européennes.

Cette capitulation constitue un tournant décisif puisque, jusqu'alors, la CEE refusait officiellement de céder aux sirènes du libre-échangisme mondial : l'abaissement puis la disparition (avec l'Acte unique de 1987) des barrières douanières internes étaient en effet toujours présentés par la Commission de Bruxelles comme le prix à payer pour harmoniser l'économie européenne et, par là, élever globalement le niveau de vie des citoyens de l'Union. Cette fois, l'aspect social n'est même plus invoqué par les négociateurs européens qui signent le compromis dit de Blair House avec leurs homologues américains. La machine est enclenchée qui mènera, en 2013, à la négociation du traité de libre-échange transatlantique, pendant économique du concept de « nouvel ordre mondial » pour les relations entre Etats.

Au nom des derniers tenants du gaullisme, Philippe Séguin, qui avait incarné en 1992 le « non » à Maastricht, peut bien comparer la ratification du traité instituant l'OMC à un « Munich social » livrant les salariés européens à l'inextinguible soif de compétitivité salariale des multinationales américaines, rien n'y fait : nommé Premier ministre après la défaite de la gauche aux législatives de mars 1993, Edouard Balladur fait voter sa majorité comme un seul homme (moins Séguin !) en faveur du texte préparé par la Commission de Bruxelles. Son principal initiateur, Leon

Brittan, commissaire européen en charge du Commerce, sera bien récompensé : il deviendra, en quittant Bruxelles en 1999, vice-président du géant mondial de l'alimentation Unilever, reconversion en forme d'aveu préfigurant de quinze ans l'atterrissage chez Goldman Sachs de José Manuel Barroso, l'homme qui, à la tête de la Commission européenne pendant la crise financière de 2008, avait organisé le sauvetage des banques suivant le principe éprouvé : mutualisation des risques, privatisation des profits...

Quant au collègue de Leon Brittan en charge de l'Agriculture, Ray MacSharry, lequel avait négocié la réforme de la Politique agricole commune pour la mettre en phase avec les exigences américaines, son destin sera moins flamboyant : cité dans le scandale de la « vache folle » pour avoir tardé à prendre les mesures d'embargo qui s'imposaient – au nom de la « liberté du commerce » ! –, il devra se contenter de la présidence d'une compagnie de téléphone purement irlandaise, Eircom Limited...

Simple posture ou prise de conscience tardive de ses responsabilités ? Au crépuscule de sa vie, François Mitterrand, qui avait tout cédé aux Américains dans cette phase décisive, aura des mots terribles à leur endroit, infiniment plus violents que ceux jamais prononcés par de Gaulle, qui se contentait lui d'ajuster son action à sa pensée publique. « La France ne le sait pas, expliquait Mitterrand en 1994 à Georges-Marc Benamou, mais nous sommes en guerre avec l'Amérique. Oui, une guerre permanente, une guerre vitale, une guerre économique, une guerre sans mort apparemment. Oui, ils sont très durs les Américains, ils sont voraces, ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde. C'est une guerre inconnue, une guerre permanente, sans mort apparemment et pourtant une guerre à mort⁶. »

Pourquoi, alors, s'être laissé enrôler dans cette première guerre du Golfe qui, on le verrait bien en 2003 avec la seconde, était le prodrome de la déstabilisation générale du Moyen-Orient et, pour l'Occident tout entier, d'une confrontation sans précédent avec le terrorisme ? Pourquoi, surtout, n'avoir pas pris, comme de Gaulle avant lui, les Français à témoin des enjeux qui les concernaient ? La réponse réside – qui sait ? – dans les assurances exorbitantes qu'avant d'arriver au pouvoir il s'était laissé aller à donner au gouvernement américain et qu'il craignait peut-être qu'on lui présente comme autant de créances, le jour où il aurait souhaité s'en dégager.

Chirac et la tentation de l'Otan

Avec Jacques Chirac, c'est tout le contraire. En succédant à François Mitterrand en mai 1995, il nourrit assurément moins de préjugés que son prédécesseur à l'encontre des Américains. Contrairement au président socialiste, il connaît bien les Etats-Unis, où il a étudié, travaillé, et même failli se marier*. C'est en vain qu'on trouverait trace, chez lui, de ce discret complexe de supériorité qu'une certaine bourgeoisie – celle dont Mitterrand est issu – éprouve parfois en considérant l'« inculture yankee ». Chirac aime le peuple américain, ses qualités comme ses défauts, et c'est sans arrière-pensée qu'en sa qualité de premier président de l'après-guerre froide il estime le moment venu de tenter un rapprochement avec les Etats-Unis sur des bases plus saines que celles acceptées par son prédécesseur. Ceux-ci n'ont-ils pas élu en 1993, en la personne de Bill Clinton, un président plus jeune que lui puisque né après le second conflit mondial ? Mais, alors que Mitterrand s'était résigné à suivre la politique de ceux qu'il accusait de mener une « guerre à mort » contre la France, Chirac va décider de ne pas leur prêter main-forte après s'être efforcé, comme son prédécesseur en 1981, de leur donner tous les gages possibles de bonne volonté.

Et quels gages ! A peine arrivé au pouvoir, en mai 1995, il soutient l'intervention américaine dans les Balkans sous les auspices de l'Otan, et achève, sous le regard satisfait de Berlin**, d'enterrer l'alliance franco-serbe inaugurée au XIX^e siècle et scellée dans le sang de la Grande Guerre. Plus prudent sur ce point, Mitterrand avait, jusqu'au bout, plaidé pour le maintien de l'unité

* En août 1953, lors de son premier séjour d'étudiant aux Etats-Unis, Jacques Chirac avait annoncé à sa famille ses fiançailles avec une riche héritière de Caroline du Sud, Florence Herlihy. Mais, les parents des deux jeunes gens s'y étant opposés, le jeune Chirac était rentré en France pour se fiancer avec celle qui deviendrait sa femme, Bernadette Chodron de Courcel.

** Dès la négociation des accords de Maastricht, en 1991, l'Allemagne, soutenue par les Etats-Unis, avait fait pression pour que la Communauté européenne (qui deviendra l'Union après la ratification du traité) reconnaisse l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie, jusqu'alors républiques fédérées de Yougoslavie. Principe auquel s'étaient opposées, avant de céder, la France et la Grande-Bretagne, au prétexte (aussitôt vérifié) que cette double sécession déclencherait l'embrasement des Balkans et que l'Allemagne en profiterait pour reconstituer une domination économique quasi exclusive sur ces Etats qui, avant 1914, appartenaient à la sphère d'influence wilhelminienne.

de la Yougoslavie, prévoyant ce que signifierait une remise en cause des frontières fixées en 1945. On le sait aujourd'hui : 300 000 morts dont deux tiers de civils, 4 millions de personnes déplacées, une exacerbation sans précédent des haines ethniques et religieuses, la naissance d'un État mafieux (le Kosovo) au cœur de l'Europe... Sans compter la transformation de l'Otan, alliance défensive à l'origine, en force d'intervention se substituant à l'ONU pour régler un conflit régional !

Mais Jacques Chirac ne s'arrête pas là. Prenant acte de ce changement de nature de l'Alliance atlantique qu'il juge irréversible (sans qu'on sache très bien s'il l'approuve ou s'il s'y rallie par la force des choses), il surprend tout le monde en annonçant, en décembre 1995, que la France souhaite reprendre sa place dans les institutions de l'Otan qui « respectent sa souveraineté de décision ». En particulier, le Comité militaire de l'Alliance et le Conseil des ministres de la Défense auxquels, depuis 1966, la France ne participait plus puisqu'ils n'étaient qu'une chambre d'enregistrement des volontés américaines. But avoué : construire un « pilier européen » qui pourrait devenir, à terme, l'embryon d'une Défense européenne autonome. Et Chirac de réclamer, pour la France, un « grand commandement » au sein de l'Alliance ainsi rénovée : par exemple, celui de la zone Méditerranée.

Suprême naïveté ou habileté achevée ? Qu'il ait cru possible d'obtenir des Etats-Unis un vrai partage des responsabilités ou au contraire voulu démontrer par l'absurde que ces derniers ne s'y résoudraient jamais, le président de la République doit se rendre à l'évidence : malgré les ouvertures considérables qu'il a consenties, Washington ne veut rien entendre. Une fin de non-recevoir d'autant plus humiliante pour la France qu'elle n'est pas même formulée, Bill Clinton remettant sans cesse au lendemain une réponse ferme aux propositions de Paris. Comme jadis et comme naguère, la France est une « amie » quand elle obéit, mais devient suspecte quand elle joue sa propre partition...

Entre Clinton et Chirac, les rapports, d'abord excellents, vont d'ailleurs se dégrader rapidement à propos d'un dossier géopolitique majeur qui va se solder par une immense duperie : l'extension de l'Otan aux anciennes démocraties populaires d'Europe de l'Est, alors même que la Russie a dissous son pendant, le Pacte de Varsovie*. Tandis que Chirac, russophone et bon

* En 1990, le secrétaire d'Etat américain, James Baker, avait solennellement promis à Mikhaïl Gorbatchev que l'Otan ne chercherait pas à s'étendre aux

connaisseur de l'histoire russe, ne cesse d'avertir le président américain du syndrome d'encerclement – en l'espèce, parfaitement justifié – qui a toujours guetté le Kremlin et risque de resurgir dès lors que Boris Eltsine aura quitté la scène, Clinton pousse ses pions vers les pays Baltes, provocation s'il en est puisqu'il s'agit, au même titre que l'Ukraine, d'anciens Etats membres de l'Union soviétique*. Chirac tente-t-il de l'orienter vers la Roumanie, pays non slave qui n'a jamais joué le jeu de l'URSS ? L'autre prend un malin plaisir à le contredire et, sous l'influence du Polonais Walesa et du Tchèque Havel, annonce qu'il ne voit aucune raison de ne pas déployer les armes de l'Otan dans les Etats qui auront décidé d'y adhérer ! Surtout, il ne cache plus que cette adhésion des anciens « pays de l'Est » à l'Alliance atlantique constitue, aux yeux des Etats-Unis, l'antichambre de l'adhésion des mêmes à l'Union européenne... Le rêve enfin réalisé de Jean Monnet pour qui communauté européenne et communauté « atlantique » devaient se réunir en une seule entité !

Cette fois, la lune de miel entre Chirac et les Américains semble bel et bien terminée. Mais c'est George Bush Jr qui, ayant succédé à Clinton en janvier 2001, va se charger de lever les dernières équivoques.

anciens Etats du Pacte de Varsovie. Le reniement de cette promesse fera violemment réagir le père de la doctrine du *Containment*, George Kennan, pourtant peu suspect de russophilie, qui, sortant à 93 ans de la réserve qu'il s'était imposée, écrira dans le *New York Times* du 5 février 1997 : « L'extension de l'Otan ne manquera pas d'enflammer les tendances nationalistes, antioccidentales et militaristes au sein de l'opinion russe, elle contrariera le développement de la démocratie en Russie, elle restaurera l'atmosphère de guerre froide dans les relations Est-Ouest et elle poussera la politique étrangère russe dans des directions qu'à coup sûr nous n'apprécions pas... » Pour toute réponse, Madeleine Albright, la secrétaire d'Etat de Bill Clinton, notera seulement dans ses Mémoires, publiés en 2003, qu'il s'agissait du radotage d'« une icône sans âge de la diplomatie américaine »...

* Au sommet de l'Otan, à Madrid, en juin 1997, Bill Clinton ne cache pas qu'après l'adhésion à l'Alliance de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque, qui sera effective en mars 1999, celle des trois pays Baltes, Estonie, Lituanie et Lettonie, est sa prochaine priorité. Elle aura lieu en 2004, en même temps que celles de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Slovaquie et de la Slovénie, rejointes en 2009 par la Croatie et l'Albanie.

Le casus belli irakien

Tout a basculé le 17 septembre 2001. En visite depuis la veille aux Etats-Unis, Jacques Chirac a survolé ce jour-là en hélicoptère les ruines encore fumantes du World Trade Center, anéanti une semaine plus tôt par le crash des deux Boeing détournés par al-Qaida. Le président français en profite pour assurer son homologue de son soutien et de sa compassion dans le malheur qui frappe ses concitoyens. Le tout, dans le parfait anglais qui est le sien, à la télévision. Cette émotion non feinte, exprimée par un homme qui connaît et apprécie le peuple américain, va droit au cœur de la population de New York, laquelle, contrairement à celle des capitales européennes martyrisées par la Seconde Guerre mondiale, découvre ce que signifie l'extermination de civils innocents par un ennemi invisible. Et il assure Bush qu'il trouvera la France à ses côtés quand il s'agira de châtier les coupables. Pourtant, un malaise l'étreint quand il s'aperçoit que le président américain lui parle moins de Ben Laden, désigné à juste titre comme le commanditaire direct des attentats, que de Saddam Hussein, qui, jusqu'alors, fut pourtant l'un des meilleurs remparts contre l'intégrisme islamique*. Ce jour-là, Chirac en acquiert la conviction : Bush tient le prétexte d'une opération sans grand rapport avec le 11-Septembre, mais dont la mainmise sur le pétrole irakien et, au-delà, la restructuration du Moyen-Orient sont le but ultime.

S'il est déterminé à prêter main-forte aux Américains dans une offensive ciblée contre les camps d'al-Qaida en Afghanistan, Chirac n'entend pas céder au messianisme des néoconservateurs de Washington qui réduisent le terrorisme à un « choc des civilisations ». Saisissant l'occasion d'une intervention prévue de longue date à l'Unesco, il met en garde, le 15 octobre 2001, contre un « unilatéralisme » qui conduirait à imposer les valeurs occidentales comme norme absolue et en appelle à la lucidité. « Chaque civilisation, dit-il, peut et doit être fière de ce qu'elle a accompli et donné au monde. Chacune et chacun doit aussi mesurer ses parts d'ombre. Que dire en effet des crimes dont

* Dans les années 1980, l'Irak de Saddam Hussein, que les Etats-Unis et la France soutenaient par des ventes d'armes massives dans sa guerre contre l'Iran, était même présenté par l'administration américaine comme le principal rempart de l'Occident dans la région.

les civilisations sont capables et dont aucune, dans l'Histoire, n'a jamais fait l'économie ? »

On connaît la suite : le combat de Chirac, mené tout au long de l'année 2002, pour démontrer aux Américains qu'ils faisaient fausse route en désignant l'Irak comme le fourrier du terrorisme islamiste, ses efforts (eux, couronnés de succès) pour entraîner l'Allemagne de Gerhard Schröder et la Russie de Vladimir Poutine dans un front du refus au sein de l'ONU et, dans ce cadre, le discours prophétique de Dominique de Villepin, alors ministre des Affaires étrangères, le 14 février 2003.

Las ! Le 9 avril, Bagdad, cruellement bombardée, tombe aux mains des GI. En une ultime tentative, appuyée par Schröder et Poutine, Chirac peut bien faire valoir à Bush que, l'armée américaine n'ayant pas trouvé les « armes de destruction massive » qu'elle prétendait neutraliser, elle n'a aucune raison d'occuper l'Irak et que la reconstruction du pays doit d'effectuer sous contrôle de l'ONU, la descente aux enfers commence pour la nation irakienne, livrée au pillage de ses richesses économiques et culturelles, mais aussi à la guerre civile et au terrorisme – préfiguration de ce qui se produira en 2011 en Libye, quand Nicolas Sarkozy et David Cameron interviendront pour renverser un certain Kadhafi.

Surtout, la France est la cible d'une campagne de presse plus violente encore que celle ayant visé de Gaulle quand il avait décidé, en 1966, de quitter le commandement intégré de l'Otan. Les tabloïds américains et britanniques sont tellement orduriers que, dans un geste inhabituel, notre ambassadeur à Washington, Jean-David Levitte, publie une lettre ouverte pour dénoncer la « campagne de désinformation » sans précédent déclenchée contre la France « par des responsables gouvernementaux anonymes ». Tout se passe en effet comme si le contentieux accumulé depuis 1944 se déversait soudain. Aux éditorialistes qu'elle contrôle, la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice a passé la consigne de la Maison-Blanche : « Pardonnez à la Russie, ignorez l'Allemagne, punir la France. » Appel au boycott des produits français (vins et foie gras en particulier), débaptisation des *french fries* (« pommes frites françaises ») devenues *freedom fries* (« frites de la liberté »), pétitions en faveur du rapatriement des corps des soldats américains tombés en France en 1944 : la presse d'outre-Atlantique se déchaîne, que seule sa cousine anglaise supplante en intensité. « Chirac est un ver », titre en caractères géants (et en français) le *Sun* de Londres, qui représente le président français en lombric

émergeant d'un hexagone tricolore. « N'a-t-il pas fourni un visa français à Saddam Hussein qui doit couler des jours heureux à Paris puisqu'on ne réussit pas à le retrouver en Irak ? » renchérisse les vedettes des talk-shows américains... Qui popularisent l'expression : « *First Irak, then Chirak !* »

George W. Bush n'aura pas à se donner cette peine puisqu'en 2007 le Corrèzien cède la place à un président conforme aux rêves les plus fous de la Maison-Blanche : Nicolas Sarkozy. Lequel, bien avant d'entrer en campagne en France, était allé déposer sa candidature à l'Elysée non au Conseil constitutionnel... mais à l'ambassade des Etats-Unis, seize mois avant de l'annoncer au peuple français !

Bush adoube Sarkozy

En ce lundi 1^{er} août 2005, Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur du gouvernement de Dominique de Villepin, a, de fait, demandé à rencontrer le nouvel ambassadeur des Etats-Unis, Craig Stapleton, qui six jours plus tôt, le 25 juillet, présentait ses lettres de créance au président Chirac. Homme d'affaires avisé, Stapleton est aussi un très proche de George Bush, au point de s'être associé avec lui pour acheter l'équipe de base-ball des Texas Rangers. Que lui dit Sarkozy ? *Primo*, qu'il est en désaccord profond avec Chirac, donc en accord avec Bush, sur la politique irakienne de ce dernier ; *secundo*, qu'il sera candidat à l'élection présidentielle de 2007 ; *tertio*, qu'avec lui à l'Elysée les rapports franco-américains changeront du tout au tout !

Que penser d'une telle démarche ? S'agissant d'un opposant, elle aurait déjà été choquante, mais guère plus, après tout, que celles d'un Defferre, d'un Lecanuet ou d'un Mitterrand dans les années 1960, adversaires déclarés de la politique gaulliste et ne reculant devant rien pour la saper, fût-ce auprès d'une puissance étrangère. Il n'y a plus guère, après tout, que les Anglo-Saxons pour observer le principe « *Right or wrong, my country !* ». Avec Nicolas Sarkozy, on passe à un degré supérieur de ce qu'il faut bien appeler la félonie puisque l'intéressé est membre d'un gouvernement et, de surcroît, chargé d'un domaine régalien par excellence : la sécurité intérieure de la nation et de l'Etat. Il a, entre autres, sous ses ordres la DGSE, autrement dit le contre-espionnage, dont la mission principale est d'identifier ceux qui, par leurs paroles ou par leurs actes, sont susceptibles de nuire

à l'intérêt national. Or que fait d'autre le ministre de l'Intérieur en exercice quand il explique au représentant de la première puissance du monde que la politique suivie par le gouvernement auquel il appartient n'est pas la bonne ? En temps de guerre, cette attitude porterait un nom : la haute trahison. En temps de paix, elle s'apparente, pour le moins, à une faute de première grandeur. Laquelle l'aurait peut-être disqualifié si elle avait été connue au moment des faits. Or elle ne le fut qu'en 2010, quand le site WikiLeaks, fondé quatre ans plus tôt par Julian Assange, a commencé à diffuser, en liaison avec un pool de grands journaux internationaux (*The New York Times*, *The Guardian*, *Le Monde*, *El País*, *Der Spiegel*), des documents confidentiels destinés à éclairer l'opinion sur la face cachée de certains dossiers, qu'il s'agisse de scandales financiers ou de corruption, d'affaires d'espionnage comme la mise sur écoute de chefs d'Etat étrangers par la NSA, voire d'atteintes aux droits de l'homme – les prisons secrètes de la CIA.

C'est ainsi qu'en novembre 2010 *Le Monde* a publié de larges extraits des conversations de Nicolas Sarkozy, mais aussi de ses proches, tels Brice Hortefeux, François Fillon, Hervé de Charette ou Patrick Devedjian, avec l'ambassadeur américain à Paris. Lesquelles éclairent grandement ce qui suivra, moins de deux ans après son élection : la réintégration de la France dans l'Otan. Un bon exemple de cette « déclaration d'amour aux Américains » (*dixit Le Monde*) est le compte rendu que fait l'ambassadeur de sa rencontre avec Sarkozy le 1^{er} août 2005, laquelle débouchera sur une entrevue avec George Bush lui-même, le 2 mai 2006.

Sarkozy, écrit Stapleton dans le télégramme qu'il adresse aussitôt après à la Maison-Blanche, a exprimé son admiration pour le président Bush. Il a dit que, comme le président, lui aussi mettait un point d'honneur à tenir sa parole et à affronter honnêtement les problèmes réels de son pays. [...] Sarkozy s'est lamenté de l'état troublé des relations entre les Etats-Unis et la France au cours des dernières années. Affirmant que c'est quelque chose que lui ne ferait jamais, il a évoqué l'utilisation, par Chirac et Villepin, du veto de la France au Conseil de sécurité [de l'ONU] contre les Etats-Unis en février 2003, comme étant une réaction injustifiable et excessive.

Il le cite encore : « "Ils m'appellent Sarkozy l'Américain. Eux considèrent que c'est une insulte, mais je le prends comme un compliment." Sarkozy a souligné à quel point il "se reconnaît"

dans les valeurs américaines, écrit le diplomate. Il a raconté que, lorsqu'il était enfant, il a dit à son père qu'il souhaitait devenir président. Son père d'origine hongroise a rétorqué : "Dans ce cas, va en Amérique, parce que avec un nom comme Sarkozy, tu n'y parviendras jamais ici." Prouver que c'était faux, a dit Sarkozy, est la pierre angulaire de ses efforts à la fois pour réussir à devenir président et à transformer la France⁷.

Devant le même ambassadeur, les soutiens politiques du maire de Neuilly ne sont pas en reste*. Le futur Premier ministre François Fillon, qui apparemment n'a pas encore ouvert les yeux sur l'homme contre lequel il se dressera après avoir fidèlement appliqué sa politique pendant cinq ans, assure ainsi Stapleton que « Sarkozy sera plus apte [que Chirac] à travailler avec les Etats-Unis ». Futur membre du gouvernement Fillon, Patrick Devedjian évoque, lui, « une nouvelle volonté française, sous une administration Sarkozy, de soutenir plus activement les objectifs américains en Irak », et se plaint, rapporte l'ambassadeur, de ce que « les Français ne s'intéressent pas à l'Otan »... Avant de lui annoncer triomphalement la fin des ambitions présidentielles de Villepin, l'ennemi de Washington, lâché par l'Elysée sous la pression de Sarkozy après l'affaire du Contrat première embauche (CPE) qui a jeté lycéens et étudiants dans la rue⁸.

Mais c'est à l'ancien ministre des Affaires étrangères de Chirac de 1995 à 1997, Hervé de Charette, devenu responsable des relations internationales à l'UMP, qu'échoit sans doute la palme de l'abaissement. Six mois avant que Stapleton ne remplace l'ambassadeur Howard Leach, en poste depuis 2001, il avait pris, *dixit* ce dernier, l'« initiative remarquable » de lui téléphoner pour parler « amitié » et « coopération », mais surtout pour dénoncer l'« embarras » causé aux relations franco-américaines par notre politique irakienne et l'assurer que, pour l'UMP, « la relation avec les Etats-Unis [était] la base de la diplomatie de la France ».

* Quand, en février 2017, il fut établi que l'un des principaux collaborateurs de Donald Trump – en l'occurrence Michael Flynn, conseiller à la Sécurité nationale de la Maison-Blanche – n'avait pas attendu l'élection de son patron pour annoncer à l'ambassadeur de Russie à Washington les grandes lignes de sa politique étrangère, il fut contraint à la démission. A juste titre, la CIA, le FBI et le Département d'Etat avaient en effet estimé que pareils bavardages exposaient leur auteur à des pressions ultérieures venues de Moscou. En France, les révélations de WikiLeaks à propos des démarches symétriques, mais à fronts renversés, effectuées auprès de l'ambassadeur des Etats-Unis par Nicolas Sarkozy et ses principaux soutiens avant son élection n'ont suscité que quelques remous... Mais aucune démission.

Howard Leach conclut : « Le geste sans précédent de Charette [*Charette's gesture, unprecedented in our memory*] est, à notre connaissance, effectué au nom du président de l'UMP, Nicolas Sarkozy. Les opinions qu'il exprime sont clairement celles de l'homme politique le mieux placé pour mettre un terme à la présidence Chirac⁹. »

Mettre un terme à la présidence Chirac, autrement dit, dans l'esprit des Américains, en finir avec ce qui subsiste encore, bon gré mal gré, du gaullisme ? Aux yeux de l'administration Bush, il est d'autant plus certain que Sarkozy fera le « job » (comme Poniatowski, en 1969, le disait à tort de Pompidou) que le maire de Neuilly semble en quelque sorte programmé pour cela.

Une histoire de famille

Pour le président américain, en effet, le ministre de l'Intérieur et président de l'UMP est loin d'être un inconnu, même si leur première rencontre date de 2006. Un proche parmi ses proches lui en a dressé un portrait flatteur : le diplomate Frank G. Wisner, qui fut l'un des principaux collaborateurs de son père, George Bush, comme secrétaire d'Etat adjoint au Contrôle des armements et à la Sécurité internationale (1992-1993) avant de reprendre du service sous le démocrate Bill Clinton comme sous-secrétaire à la Politique de défense (1993-1994).

Comment expliquer cette continuité, assez rare aux Etats-Unis, où le système dit « des dépouilles » impose le renouvellement total de l'administration quand la Maison-Blanche change de couleur politique ? Par l'importance structurelle de Frank G. Wisner dans l'appareil de la CIA où l'a introduit son propre père, Frank (1909-1965), qui fut pendant toute la première partie de la guerre froide le directeur de la planification de l'Agence. Autrement dit l'un des architectes de son action clandestine à l'étranger, et, à ce titre, l'un des créateurs des réseaux Stay Behind aux côtés d'Allen Dulles¹⁰. La CIA lui doit, entre autres, l'opération *Mockingbird* (« Oiseau moqueur ») qui consista, dans les années 1950, à recruter, contre rémunération, des journalistes en poste dans les médias influents. Un projet qui, au plus fort de la guerre froide, employa jusqu'à 4 000 personnes*.

* Selon Carl Bernstein (Prix Pulitzer 1973 et codécouvreur, avec Bob Woodward, des écoutes du Watergate), près de 400 journalistes étaient encore réguliè-

Nanti d'un tel parrainage, Frank a prospéré dans les réseaux de l'« Etat profond » américain : parallèlement à ses fonctions gouvernementales et aux divers postes d'ambassadeur (Zambie, Egypte, Philippines, Inde) qu'il a occupés comme fonctionnaire du Département d'Etat, il a appartenu – et appartenait toujours en 2017 – à de nombreux conseils d'administration : ceux de géants de l'assurance comme American Life ou AIG, de plusieurs banques étrangères telle la Commercial International Bank égyptienne, associée à la Chase Manhattan Bank, mais aussi de cabinets de juristes internationaux ou encore des compagnies pétrolières et gazières AOG Resources et Enron*.

Comment Frank Wisner a-t-il connu Nicolas Sarkozy ? Tout simplement en épousant, en 1976, son ex-belle-mère, Christine de Ganay. Divorcée, quelques années plus tôt, de Pal Sarkozy, père de Nicolas, avec lequel elle avait eu deux enfants (Caroline et Olivier, demi-sœur et demi-frère de ce même Nicolas), elle les a emmenés vivre aux Etats-Unis, sous le toit de son nouvel époux. Chaque été, à partir de la seconde moitié des années 1970, le futur président de la République est donc allé passer toutes ses vacances chez le couple Wisner, pour y retrouver son demi-frère et sa demi-sœur.

Si Frank a veillé sur la carrière de ces derniers, notamment sur celle d'Olivier, devenu en 2002, après un brillant parcours dans la banque, directeur général des services financiers internationaux du groupe Carlyle, l'un des principaux fonds d'investissement de la CIA**, il n'a pas négligé celle de Nicolas. Devenu

rement appointés par la CIA en 1977, héritage direct de l'opération *Mockingbird* dont l'existence fut révélée au public américain l'année précédente, en marge des investigations de la Commission Church chargée d'enquêter sur le Watergate.

* Qualifiée de « *best of the best* » par les analystes de Goldman Sachs (qui, au même moment, aidaient la Grèce à maquiller ses comptes publics avant de lui faire rendre gorge pour déficits excessifs !), la multinationale de l'énergie Enron sera emportée en 2001 par un scandale retentissant jetant à la rue quelque 20 000 salariés et ruinant plusieurs centaines de milliers de retraités qui avaient eu le tort d'adhérer au fonds de pension créé par l'entreprise. En cause : l'endettement massif de la société qui, grâce à la création de 3 000 sociétés offshore, pratiquait la titrisation à grande échelle en promettant à ses actionnaires des profits de 800 % ! Très proche de George Bush et des néoconservateurs, le président d'Enron, Kenneth Lay, avait déclaré, peu avant la faillite de sa société : « Je crois en Dieu, donc je crois au marché. » Ce qui n'avait pas empêché ce « croyant » de vendre précipitamment pour plusieurs dizaines de millions de dollars de ses propres actions avant le krach fatidique. Emporté par un infarctus, Lay échappera à la prison. Et Frank Wisner, contre toute attente, aux poursuites.

** Fondé en 1987, le groupe Carlyle est la troisième plus grande société d'investissement du monde. Outre un ancien président des Etats-Unis (George

avocat à Paris, puis député-maire de Neuilly, celui-ci a bénéficié, plusieurs étés de suite, d'une formation spéciale du Département d'Etat réservée à de jeunes pousses prometteuses bien que non américaines.

Peu connu jusqu'à l'arrivée au pouvoir de l'intéressé, ce détail a été publiquement révélé le 1^{er} octobre 2007 par Karen Hughes, secrétaire d'Etat adjointe de George Bush en charge de la diplomatie publique (comprendre : de l'image des Etats-Unis dans le monde). Elle y fit référence dans un discours à l'université de Budapest : « Plus de 130 leaders mondiaux ont participé à notre programme, y compris le nouveau Premier ministre britannique [Gordon Brown], le nouveau président de la France [Nicolas Sarkozy] et le nouveau président de la Turquie [Abdullah Gül]. » Avant d'ajouter, candide ou désireuse d'attirer des candidats hongrois : « Presque chaque participant a dit après coup : "Ça a changé ma vie"¹¹. »

Celle de Nicolas Sarkozy en a-t-elle été bouleversée ? Certes non puisqu'il a été élu président de la République par tous les Français, et en aucun cas par un *pronunciamiento* signé Wisner... Mais comment ne pas faire le rapprochement entre cette proximité à la fois familiale et intellectuelle avec les milieux néoconservateurs les plus actifs*, et la décision majeure de son quinquennat : la réintégration sans condition des forces armées françaises dans le commandement intégré de l'Otan ?

Acquise le 17 mars 2009, au terme d'un vote de confiance au Parlement, celle-ci marque bien la fin d'une époque. La dernière pelletée lancée, sans oraison funèbre, sur le rêve d'une « France

Bush père), on trouve parmi ses fondateurs actionnaires plusieurs cadres importants de la CIA, dont un ancien directeur (le même George Bush, de 1976 à 1977) et un ancien directeur adjoint, Frank Carlucci (1978-1981)...

* Proximité illustrée notamment par le fait que le propre fils de Frank Wisner, David, né en 1981, relayait, aux Etats-Unis, *via* une chronique régulière sur YouTube, la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007. Il soulignait notamment, en termes flatteurs, la proposition la plus hardie de son candidat préféré : l'instauration d'un crédit hypothécaire généralisé afin que « les Français les plus pauvres puissent devenir propriétaires comme aux Etats-Unis ». Un an plus tard, la crise des subprimes et son cortège d'Américains insolubles jetés à la rue par la saisie de leurs biens fera disparaître – heureusement pour les Français – cette proposition. Mais il est clair qu'elle ne devait rien à la tradition bancaire française qui fait de l'établissement de crédit un conseil autant qu'un prêteur. Quant à Louis Sarkozy, dernier fils de Nicolas, né en 1997, élevé aux Etats-Unis et scolarisé dans une école militaire de Philadelphie, la Valley Forge Academy, il a relayé, sur Twitter et sur Facebook, la campagne présidentielle de Donald Trump en 2016...

aux mains libres ». Pas un proche du nouveau président, non plus qu'aucun journaliste, n'ignorait alors les diatribes proférées, en privé, par le successeur de Jacques Chirac contre l'homme du 18-Juin, cette « fausse idole sanctifiée à tort ». L'un des confidents de l'ancien maire de Neuilly, l'animateur de radio Eric Brunet, auteur de *L'Obsession gaulliste*¹² – une charge violente censée démontrer que, depuis la Libération, la France vit sous un régime « cryptocommuniste » en raison du « rejet du modèle américain » par les « adorateurs de la croix de Lorraine » –, rapporte cette sortie de Nicolas Sarkozy : « De Gaulle, c'est l'homme qui est allé narguer les autorités canadiennes avec son "Vive le Québec libre !" ». Sauf que, vingt ans plus tôt, 45 000 Canadiens étaient tombés sous la mitraille nazie pour libérer la France. Curieux hommage rendu aux morts de Juno, Sword et Gold Beach¹³ ! »

A gauche, cependant, François Hollande avait donné l'impression de vouloir briser le quasi-consensus de la droite* en faveur du retour dans l'Otan. Au nom du PS, Laurent Fabius, futur ministre des Affaires étrangères de 2012 à 2016, défendait en ces termes la motion de censure déposée à cette occasion contre le gouvernement de François Fillon : « Que vous le vouliez ou non, au Proche et au Moyen-Orient, en Amérique du Sud, en Russie, en Afrique, si l'on sait demain que la France est rentrée dans le rang, et c'est ainsi que votre décision sera considérée, cela portera tort à son influence. Vous aurez beau le contester, nous le verrons dans les faits ! »

François Hollande, alors premier secrétaire du PS, ajoutait : « En abdiquant son autonomie de décision militaire et stratégique dont tous les présidents de la V^e République ont été les gardiens, en abandonnant son combat pour le multilatéralisme, en oubliant ses ambitions d'un pilier européen de défense, la France perdrait sa liberté de choix dans le monde. Elle se retrouverait liée à une doctrine des blocs qu'elle a toujours récusée. »

Et, comme candidat socialiste à l'élection présidentielle, il précisait, le 26 janvier 2012, que dans l'hypothèse de sa désignation il « renégocierait » la position de la France, quitte, s'il n'obtenait pas les postes clés réclamés en vain par Chirac en 1996, à « quitter l'Organisation¹⁴ ».

* Seul François Bayrou, au nom du MoDem, et l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin avaient condamné, en 2009, le retour de la France dans le giron de l'Otan.

Las ! Non seulement le président socialiste ne tirera, trois ans plus tard, aucune conclusion pratique des révélations de WikiLeaks démontrant qu'il avait été placé sur écoutes par la NSA* au même titre que ses prédécesseurs, mais il parachèvera la réintégration voulue par Nicolas Sarkozy en faisant ratifier par le Parlement, le 7 avril 2016, le protocole de Paris du 28 août 1952 organisant les modalités juridiques – en réalité l'extraterritorialité absolue – des bases de l'Otan implantées en France. Signé par le gouvernement d'Antoine Pinay à la demande des Etats-Unis, ce protocole était devenu caduc quand, en 1967, les troupes américaines avaient dû plier bagage. En le réactivant, François Hollande a donc rendu possible leur retour éventuel et, en attendant, celui, massif, des officiers supérieurs américains à tous les échelons opérationnels de la défense française. Passé au Parlement comme une lettre à la poste – au point qu'un seul député Les Républicains a voté contre le texte du gouvernement : Bernard Debré, fils de l'ancien Premier ministre du général de Gaulle –, ce retour en catimini dans l'orbite américaine n'a pas davantage secoué l'opinion. Seuls l'hebdomadaire *Marianne* et le mensuel *Causeur* ont cru bon de tirer la sonnette d'alarme. Le premier en dénonçant, sous la plume de Bruno Rieth¹⁵, la procédure presque clandestine choisie par François Hollande** (un vote d'urgence, organisé de nuit, simultanément à l'Assemblée et au Sénat), le second en révélant que le protocole de Paris s'appliquerait d'emblée à « quatre sites : les quartiers généraux des corps de réaction rapide de Strasbourg, de Lille et de Toulon ainsi que le Centre d'analyse et de simulation pour la préparation aux opérations aériennes (CASPOA) installé à Lyon. Dans chacun de ces états-majors français, ajoutait Hadrien Desuin, des officiers de l'Otan vont pouvoir asseoir leur présence et ainsi s'immiscer un peu plus dans les activités militaires de la France.

* Le centre d'écoutes du Département d'Etat américain, créé en 1952 par le président Truman et qui, contrairement à la CIA, n'a reconnu sa propre existence qu'en 1957 et n'a commencé à communiquer sur ses activités qu'après le dévoilement de sa principale structure secrète, le réseau Echelon, à la fin des années 1990. Jusqu'alors, les journalistes américains qui l'évoquaient, en se voyant systématiquement opposer des démentis formels, surnommaient la NSA « *No Such Agency* » (« Une telle agence n'existe pas »).

** « Dans toute démocratie digne de ce nom, de tels arbitrages auraient été rendus après un vaste débat dans le pays », avait déclaré François Hollande en déposant, le 3 avril 2008, une motion de censure contre le gouvernement Fillon après l'annonce par Nicolas Sarkozy de l'ouverture de négociations en vue du retour de la France dans l'organisation intégrée de l'Otan.

Sous couvert d'interopérabilité entre alliés, notre pays fusionne toujours un peu plus avec l'Otan. Des états-majors aujourd'hui mais pourquoi pas des bases militaires demain¹⁶ ? ».

En moins de sept ans, Nicolas Sarkozy et François Hollande auront ainsi réduit à néant le dernier legs de l'homme du 18-Juin : une France émancipée de tout lien de sujétion susceptible de paralyser son action ou, au contraire, de l'entraîner là où elle ne souhaiterait pas aller. A tous ceux qui, après lui, estimeront qu'on peut sans dommage aliéner son libre arbitre, le Général avait répondu d'avance : « Les Français sont déjà trop portés à croire qu'ils peuvent dormir tranquilles, qu'ils n'ont qu'à s'en remettre à d'autres du soin de défendre leur indépendance ! Il ne faut pas les encourager dans cette confiance naïve, qu'ils paient ensuite par des ruines et par des massacres ! Il faut les encourager à compter sur eux-mêmes¹⁷ ! » C'était en 1964. Une éternité...